

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES RÉSIDUELS BURUNDI



Table des matières

03	Avant-propos du RC
05	Partie I: INTRODUCTION
06	Aperçu
07	Partie II: ANALYSE DU CONTEXTE ET DES BESOINS RÉSIDUELS
09	ANALYSE ET SEVERITE DES BESOINS RÉSIDUELS
15	L'ANALYSE SECTORIELLE
24	Partie III: CADRE DE SUIVI

PHOTO DE COUVERTURE

Les écoliers du complexe scolaire nouvelle vision de Mutambara se lavent les mains / Projet d'alimentation en eau potable de l'UNICEF
Photo: UNICEF

Avant-propos du RC

J'ai l'honneur de vous présenter, le document stratégique des besoins humanitaires résiduels du Burundi à la fin de l'année 2023. Ce document présente une analyse des besoins non encore comblés et que nous considérerons tout au long de l'année 2024. Il constitue une base et une orientation pour permettre aux acteurs humanitaires de mettre en œuvre la réponse en priorisant les zones et catégories de personnes qui ont le plus besoin d'assistance.

Depuis 2016, le Gouvernement du Burundi et ses partenaires, réalisent conjointement l'exercice d'identification des besoins les plus aigus, de planification et de mise en œuvre de la réponse humanitaire, à travers le processus HPC¹. Ces efforts conjoints de réponse ont permis de sauver des vies, de soutenir le relèvement précoce, de renforcer la résilience des communautés affectées mais aussi de diminuer progressivement le nombre de populations dans le besoin d'une assistance humanitaire. Ainsi, grâce à ces efforts, une amélioration relative de la situation humanitaire au Burundi a été notée. Le nombre de personnes dans le besoin est passé de 2,3 millions en 2021 à 1,8 million en 2022 (soit une baisse de 21 %) et à 1,5 million en 2023 (soit une baisse de 22 %).

Cependant, le Burundi continue d'être confronté à de nombreux chocs, notamment les effets du changement climatique qui continuent d'affecter les communautés les plus vulnérables et constituent la cause majeure des déplacements internes de populations. Le dernier trimestre de l'année 2023 a été marqué par la survenue de désastres naturels sous l'influence du phénomène El Niño dont les conséquences ont davantage fragilisé des populations déjà vulnérables.

A la fin de l'année 2023, 73 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays, 87 000 réfugiés et demandeurs d'asile étaient hébergés dans les camps et villes du pays. Le Burundi continue d'accueillir des rapatriés et depuis 2017, 234 000

rapatriés sont retournés au pays.

Au cours de la première moitié de l'année 2023, les interventions humanitaires ont atteint 571 000² personnes soit 36 pour cent de la cible du Plan de réponse humanitaire (HRP) 2023 révisé. Les efforts de réponse ont été limités par le manque de financement du HRP, avec une mobilisation de seulement 26 pour cent des fonds requis.

C'est dans ce contexte que les résultats de l'analyse et priorisation des besoins les plus aigus estiment que 600 000 personnes ont encore besoin d'une aide humanitaire, soit 5 pour cent de la population du Burundi.

Nous travaillons avec nos partenaires pour soutenir les efforts pour l'atteinte des objectifs de développement durables (ODD), à travers le Plan-cadre de développement durable 2023-2027 des Nations Unies pour le Burundi. Des efforts seront consentis, notamment dans l'opérationnalisation de l'approche Nexus humanitaire, développement et paix ainsi que la mise à échelle des solutions durables, afin de s'assurer que les personnes vulnérables ne sont pas laissées pour compte.

J'exprime mes sincères remerciements et ma gratitude au Gouvernement burundais et à nos généreux donateurs pour leur soutien à nos efforts collectifs afin de construire un avenir meilleur pour toutes les personnes vulnérables au Burundi.

Mathieu Ciwela RC a.i



1. Humanitarian Programme Cycle

2. Il s'agit du nombre de personnes atteintes de janvier à juin 2023.



BUBANZA, BURUNDI
Distribution des kits de dignité, février 2024
Photo: UNFPA/ Chirac Mugisha

I. INTRODUCTION

La situation humanitaire au Burundi est largement tributaire de l'extrême vulnérabilité socio-économique à laquelle sont exposées les populations qui, au moindre choc, basculent dans le « caseload » humanitaire. En effet, les besoins des plus vulnérables découlent principalement de problématiques liées aux questions de développement et de résilience qui les exposent davantage aux vulnérabilités par suite de chocs, particulièrement ceux liés au changement climatique, et/ou réduisent leurs capacités, déjà faibles, à faire face à ces chocs quand ils surviennent.

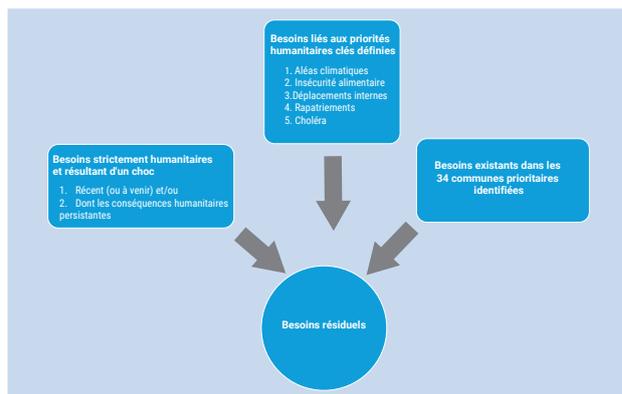
Prenant en compte ces vulnérabilités d'origine structurelle qui accentuent les effets du moindre choc sur les populations et la relative amélioration de la situation humanitaire au Burundi ces dernières années³, l'Equipe Humanitaire Pays (EHP) a requis du groupe intersectoriel de coordination (ISCG), l'élaboration d'une analyse des besoins humanitaires clés et résiduels dans le pays.

L'ISCG a élaboré une cartographie des vulnérabilités humanitaires résiduelles en faisant le focus sur les problématiques humanitaires clés⁴ à savoir les aléas climatiques, l'insécurité alimentaire, les déplacements de populations (déplacements internes et retour des Burundais réfugiés dans les pays limitrophes) et l'urgence liée au choléra, endémique au Burundi.

Des indicateurs liés à ces problématiques clés ont été définis et un exercice de pondération⁵ a permis aux différents secteurs actifs au Burundi de mettre en évidence, sur une échelle de classification de cinq (5) à un (1) les communes les plus vulnérables aux risques susmentionnés. Plus une commune est sujette à une convergence de ces risques, plus elle est classée à un niveau élevé (5). Les communes les plus vulnérables, ont par la suite été priorisées sur une échelle de classification de 1 à 3 avec l'appui de jugement d'experts. Au total 34 communes

prioritaires (priorité 1 et 2) ont été identifiées pour définir le nombre de personnes avec des besoins humanitaires clés (voir la carte de vulnérabilité, page 4).

L'objectif de ce document est d'identifier et d'analyser conjointement, sur la base des risques et vulnérabilités susmentionnés, les besoins humanitaires résiduels aux niveaux sectoriels et intersectoriels en faisant ressortir les impacts des problématiques clés, leurs évolutions possibles au courant de l'année 2024 ainsi que les personnes et les zones les plus affectées. L'analyse n'inclut pas une stratégie de réponse mais soutiendra les décisions opérationnelles des acteurs humanitaires. En l'absence d'un plan de réponse humanitaire pour le Burundi en 2024, elle servira de base pour soutenir les efforts de plaidoyer de ces derniers et pour l'élaboration d'un éventuel appel de fonds conjoint si nécessaire. Si le document met l'accent sur l'analyse des besoins résiduels, des besoins structurels importants affectant les communautés vulnérables existent et devront être analysés et répondus à travers des programmes de résilience et de développement.



3. Le nombre de personnes en besoin d'assistance humanitaire est passé de 2,3 millions de personnes en 2021 à 1,8 million en 2022 (soit une baisse de 22 %) et 1,5 million en 2023 (soit une baisse de 17 %).

4. A noter que ces problématiques clés, en raison de leurs impacts transversaux, affectent tous les secteurs actifs au Burundi à savoir : Abris/Articles Non Alimentaires, Eau Hygiène et Assainissement, Education, Nutrition, Protection et domaines de responsabilité, Santé, Sécurité Alimentaire.

5. Des poids prépondérants ont été attribués aux catastrophes naturelles et à l'insécurité alimentaire tandis que les déplacements de populations et le choléra ont eu des poids moins importants.

Aperçu

Résumé des besoins résiduels humanitaires

POPULATION TOTALE

13,5M



Personnes avec des humanitaires besoins résiduels

600k

Catégorie de population hors du champ d'analyse des besoins résiduels



85k Réfugiés et demandeurs d'asile

Besoins par groupe de population

460k

Communauté hôte

55k

Déplacés internes

85k

rapatriés 2020 - 2023

Besoins par âge, sexe et handicap

22%

Femmes

53%

Enfants

4%

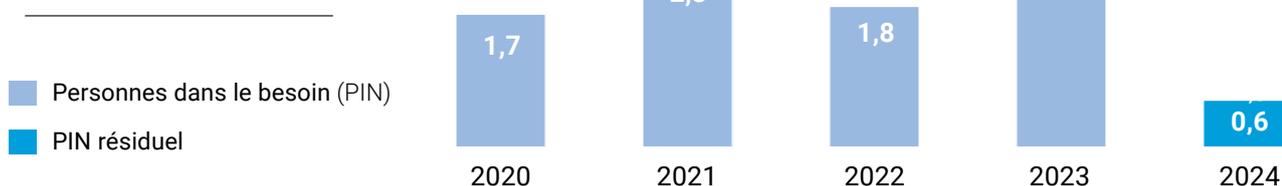
Personnes âgées

13%

En situation de handicap

Evolution des besoins depuis 2020

(en millions)



Personnes dans le besoin par secteur

SECTEUR / CLUSTER	PERSONNES DANS LE BESOIN EN 2023	PERSONNES AVEC DES BESOINS RÉSIDUELS EN 2024	% RÉDUCTION DU CASELOAD
Sécurité alimentaire et moyens d'existence	2,5M	545k	-78%
Education	416K	189k	-55%
Protection	236K	172k	-27%
Protection de l'enfant	118K	83k	-30%
VBG	114K	47k	-59%
Nutrition	528K	166k	-69%
Santé	636K	117k	-82%
WASH	147K	101k	-31%
Abris et ANA	114K	56k	-51%

II. ANALYSE DU CONTEXTE ET DES BESOINS RÉSIDUELS

1. BREF APERÇU DU CONTEXTE OPERATIONNEL

Contexte socio-économique et sécuritaire

Une précarité croissante de la situation socio-économique et des tensions sécuritaires récentes impactant des populations déjà vulnérables.

Le Burundi fait partie des cinq pays les plus pauvres au monde. Son économie est largement dépendante du secteur agricole qui occupe 80%⁶ de la population du pays. La croissance économique demeure faible et soumise à des chocs récurrents. Ces dernières années, l'insuffisance d'une croissance durable a contribué à entraîner des taux de pauvreté élevés avec pour conséquences des résultats faibles en matière de développement humain notamment. Ainsi, le Burundi est classé 187⁷ sur 191 pays selon les indices de développement humain et d'inégalité de genre pour 2021/2022⁸. Selon la Banque mondiale, la croissance en 2023 devrait atteindre 2,9 %, contre 1,8 % en 2022⁹, sous l'impulsion de l'agriculture et des services tels que les transports et télécommunications. La croissance industrielle demeure modérée en raison notamment de la suspension des activités minières due à la renégociation des contrats miniers tandis que le pays connaît un déficit en énergie, avec notamment des pénuries récurrentes de carburant qui se sont accentuées à partir de juin 2023, en raison des perturbations de l'approvisionnement causées par la guerre en Ukraine. En outre, la Banque mondiale note que les réserves internationales du pays ont largement diminué, ne couvrant que 0,4 mois d'importations à la fin juin 2023, contre 1,9 mois un an plus

tôt¹⁰. En octobre 2023, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires (+25 %), la Banque mondiale estimait que l'inflation globale pourrait s'établir à 23,8 % en fin 2023¹¹ contre 18,7% en fin 2022 et 8,4 % en 2021¹².

Sur le plan politique et sécuritaire, en 2024, le Burundi entrera dans une période pré-électorale avec des élections parlementaires prévues en 2025 et une élection présidentielle en 2027. Au cours des derniers mois, le Burundi et la République démocratique du Congo (RDC) se sont de plus en plus rapprochés, notamment sur les questions de coopération militaire. Le Burundi a déployé des soldats en août 2022 dans le cadre du *East African Community Regional Force* (EACRF) dans l'est de la RDC, au Sud Kivu¹³ pour combattre les groupes armés dans cette région. Parallèlement aux déploiements dans ce cadre multilatéral/régional, le Burundi a également envoyé des soldats dans l'est de la RDC dans le cadre d'un accord bilatéral.

À l'inverse, les relations entre le Burundi et le Rwanda, préalablement fragiles connaissent une détérioration depuis quelques mois. Le relatif rapprochement noté à partir de 2022 avec la réouverture des frontières burundaises la même année a été de courte durée. Les relations entre les deux pays se sont détériorées au cours de l'année 2023 et le Burundi a fermé ses frontières terrestres le 11 janvier 2024 après l'attaque revendiquée par le groupe armé Red Tabara (Résistance pour un État de Droit au Burundi) le 22 décembre 2023¹⁴. Si cette fermeture des frontières burundaises n'affecte pour l'instant pas les opérations humanitaires selon les partenaires¹⁵, des conséquences seraient déjà répertoriées dans les provinces frontalières à la suite de l'arrêt du commerce transfrontalier.

6. Banque mondiale, vue d'ensemble-Burundi : Burundi - [Vue d'ensemble \(banquemondiale.org\)](#), dernière mise à jour le 25/09/2023, consulté le 02/02/2024.

7. UNDP : Human Development Report, [hdr2021-22frpdf.pdf \(undp.org\)](#), Page 3.

8. Documentation and downloads | [Human Development Reports \(undp.org\)](#), Table 1: Human Development Index and components & Table 5: Gender Inequality Index.

9. Banque mondiale, vue d'ensemble-Burundi : Burundi - [Vue d'ensemble \(banquemondiale.org\)](#), dernière mise à jour le 25/09/2023, consulté le 02/02/2024.

10. World Bank Group, Macro Poverty Outlook, country by country Analysis and Projections for the Developing World, Octobre 2023 [mpo-am23.pdf \(worldbank.org\)](#), P 212-213

11. World Bank Group, Macro Poverty Outlook, country by country Analysis and Projections for the Developing World, Octobre 2023 [mpo-am23.pdf \(worldbank.org\)](#), P 212-213

12. [Burundi Economic Outlook | African Development Bank Group \(afdb.org\)](#)

13. A noter que la mission EACRF a pris fin en fin 2023.

14. Attaque armée à Vugizo (Gatumba) revendiquée par Red Tabara faisant 19 morts selon le Gouvernement burundais et incursions dans les zones proches de la forêt de Rukoko et Kibila.

15. Le HCR indique que les convois de rapatriement à partir du Rwanda ne sont pas affectés

Contexte environnemental et épidémiologique

Des catastrophes naturelles de plus en plus récurrentes fragilisant davantage les populations et atténuant les efforts de prévention et de réponse aux épidémies.

Le Burundi est l'un des pays les plus exposés au monde au changement climatique avec pour conséquence une augmentation des fréquences mais aussi de l'ampleur des catastrophes naturelles qui y surviennent. Classé 169^{ème} sur 181 pays selon le ND-GAIN¹⁶, il fait aussi partie de ceux les moins préparés à répondre aux chocs. Ainsi, les inondations, y compris des crues soudaines, les vents violents et les glissements de terrain sont plus récurrents et leurs impacts sur les populations sont de plus en plus importants. En 2023, la grande majorité des alertes d'urgence enregistrées par les acteurs humanitaires dans le pays était liée au climat.

Sur le plan épidémiologique, le Burundi est fortement touché par les maladies transmissibles et non transmissibles, ces dernières représentant 37 % des décès en 2019. Le Burundi a amélioré ses taux de survie infantile entre 2015 et 2021. Cependant, il n'a pas encore atteint les cibles des Objectifs de développement durable (ODD) pour les taux de mortalité néonatale ou des enfants de moins de cinq ans. Le paludisme reste un problème de santé publique dans le pays, avec un nombre de cas estimé à 3,7 millions en 2021, entraînant 5 957 décès. La récurrence des épidémies de choléra est une préoccupation majeure. L'épidémie actuelle, déclarée en janvier 2023, a touché 1 386 personnes au 19 janvier 2024. La nature endémique de la maladie dans le pays est due notamment aux défis structurels fragilisant les efforts de prévention et de réponse des intervenants. Ces défis concernent notamment les difficultés d'accès aux infrastructures d'eau et d'assainissement, y compris en matière de promotion de pratiques d'hygiène sûres et d'engagement communautaire.

16. ND Gain Country Index 2021 : La matrice ND-GAIN illustre la résilience comparée des pays prenant en compte le score de vulnérabilité et le score de préparation. [Burundi | ND-GAIN Index](#)



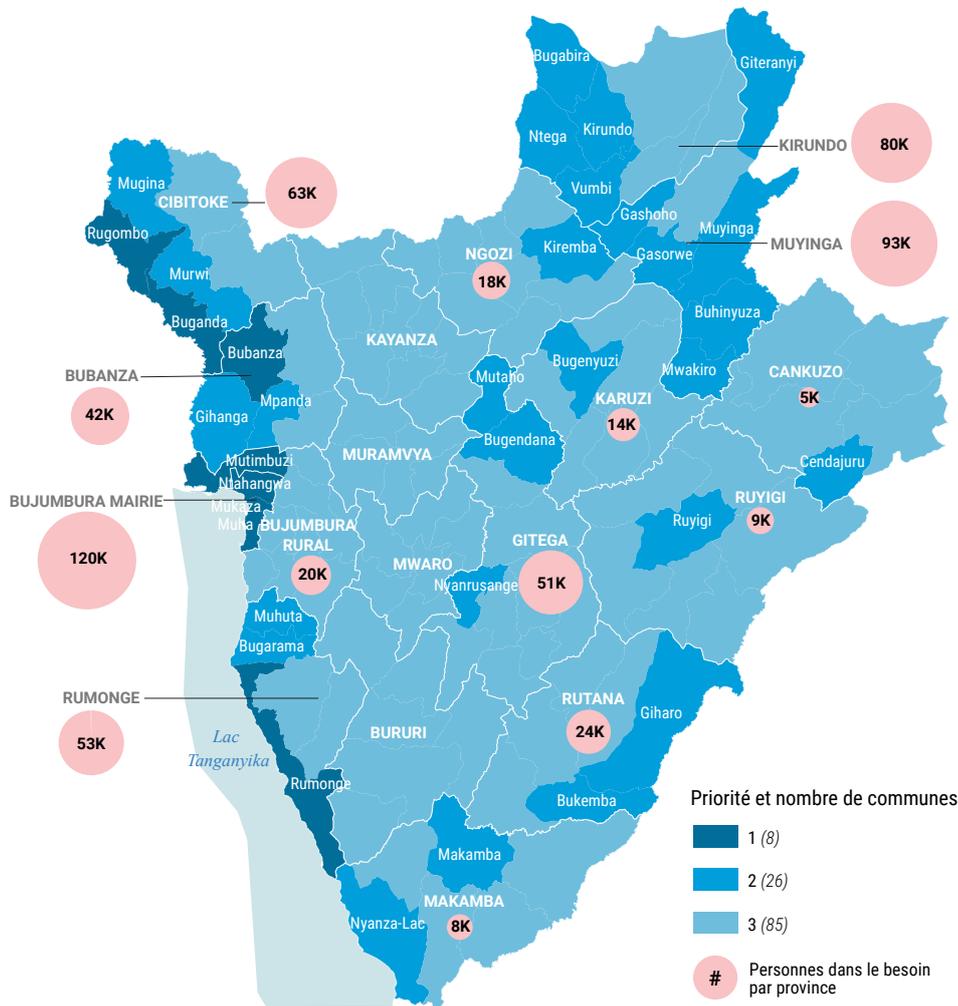
BUBANZA, BURUNDI

Consultations médicales auprès des femmes victimes des inondations de pluies dans les camps de déplacés de Gatumba, Juillet 2022

Photo: ONU Femmes/ Alain Gashaka

2. ANALYSE ET SEVERITE DES BESOINS RÉSIDUELS

a. Cartographie des vulnérabilités résiduelles et notes explicatives



PRIORITÉ	COMMUNE	PIN RÉSIDUEL
1	Bubanza	13.5k
1	Buganda	14.5k
1	Muha	56.5k
1	Mukaza	28.9k
1	Mutimbuzi	19.7k
1	Nyahangwa	34.4k
1	Rugombo	18.0k
1	Rumonge	34.3k
2	Bugabira	20.8k
2	Bugarama	8.3k
2	Bugendana	18.6k
2	Bugenyuzi	13.7k
2	Buhinyuza	9.8k
2	Bukemba	11.5k
2	Cendajuru	5.2k
2	Gashoho	10.9k
2	Gasorwe	13.1k
2	Gihanga	14.8k
2	Giharo	12.9k
2	Giteranyi	31.0k
2	Kiremba	17.8k
2	Kirundo	22.6k
2	Makamba	8.2k
2	Mpanda	13.6k
2	Mugina	14.7k
2	Muhuta	10.0k
2	Murwi	16.2k
2	Mutaho	12.8k
2	Muyinga	20.9k
2	Mwakiro	7.0k
2	Ntega	24.3k
2	Nyanusange	20.0k
2	Ruyigi	9.1k
2	Vumbi	12.8k
TOTAL		600.4k

La carte ci-dessus représente la convergence des vulnérabilités par commune. Plus la couleur d'une commune est foncée, plus celle-ci est sujette aux risques et vulnérabilités liés aux aléas climatiques (nombre de personnes affectées), à l'insécurité alimentaire (nombre de personnes en IPC 3+), aux déplacements de populations (nombre de PDI et/ou de personnes rapatriées présentes dans la commune) et au choléra (nombre de cas de choléra enregistrés). Au total, 34 communes prioritaires sont identifiées avec 8 communes en priorité 1 et 26 en priorité 2.

L'analyse met en évidence :

- **L'extrême vulnérabilité des communes situées à l'ouest, particulièrement le long du Lac Tanganyika, aux catastrophes naturelles dont les crues soudaines et les inondations.** Par conséquent, ces communes accueillent un nombre important de personnes déplacées internes. Certaines connaissent une insécurité alimentaire importante et/ou sont affectées par le choléra (Mutimbuzi, Rumonge etc.). 100% des huit communes en priorité 1,

sont situées à l'ouest.

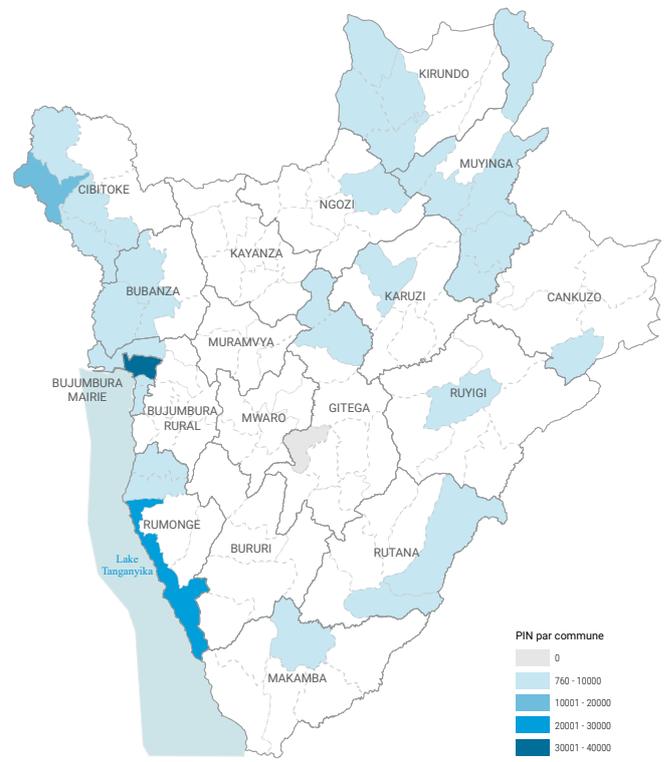
- **La fragilité des communes situées au nord-ouest, particulièrement sujettes au déficit hydrique et à l'insécurité alimentaire, parfois impactées par les inondations** et accueillant un nombre important de personnes rapatriées. Frontalières avec le Rwanda, elles pourraient également être affectées par la fermeture des frontières burundaises avec ce pays. Elles accueillent également des personnes déplacées internes (PDI) mais avec des chiffres inférieurs à ceux enregistrés dans les communes situées à l'ouest. Le phénomène El Niño se traduisant par des pluies plus importantes que la normale au Burundi, pourrait avoir un impact positif dans ces communes connaissant généralement un déficit hydrique.
- **Les communes de l'est et du sud-est accueillent quant à elles un nombre important de rapatriés.** Elles sont également affectées par les aléas climatiques et accueillent des PDI mais dans une moindre mesure, comparées à celles de l'ouest et du nord-ouest.

b. Cartographie des personnes dans le besoin par secteur

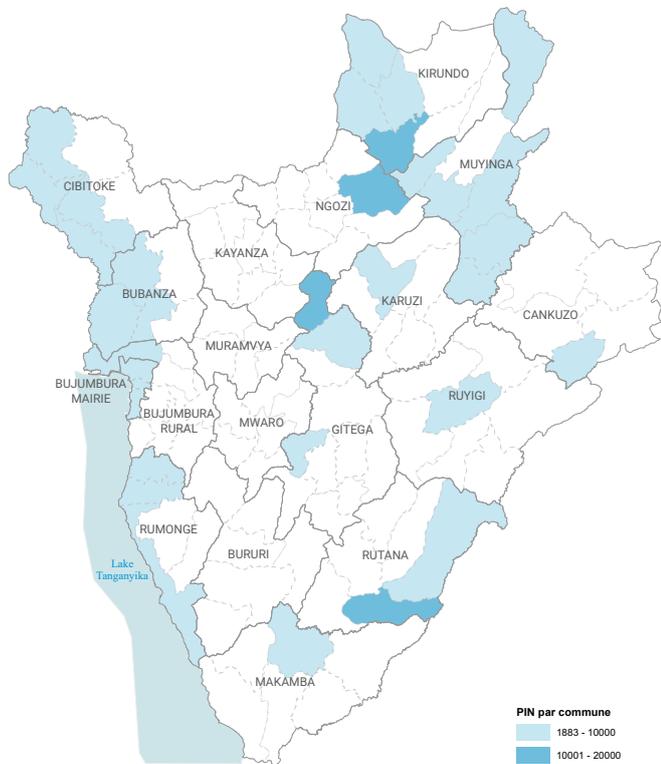
Abris et articles non alimentaires



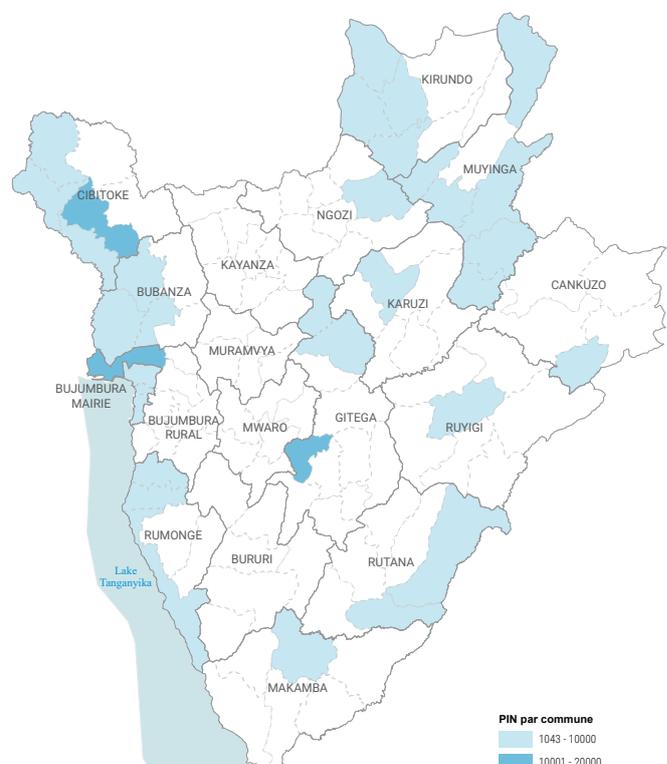
Eau, hygiène et assainissement



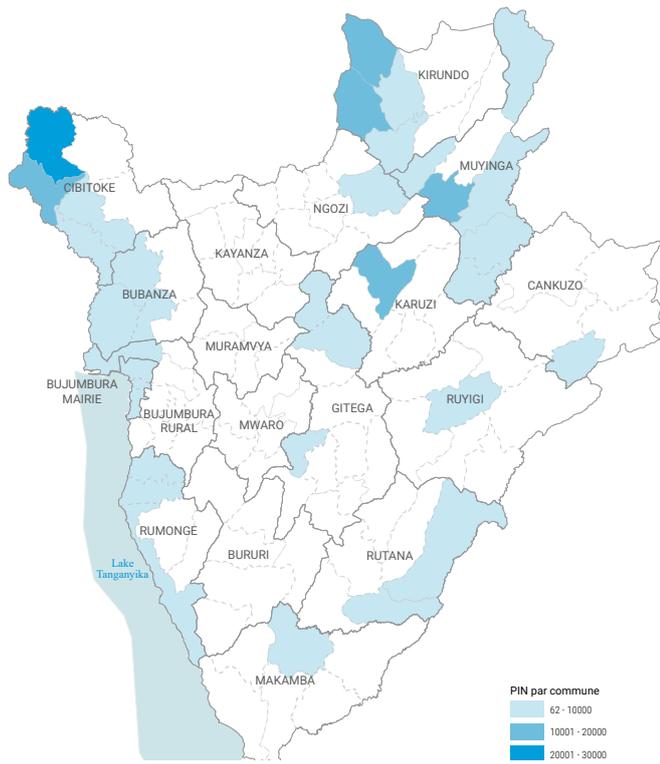
Education



Nutrition



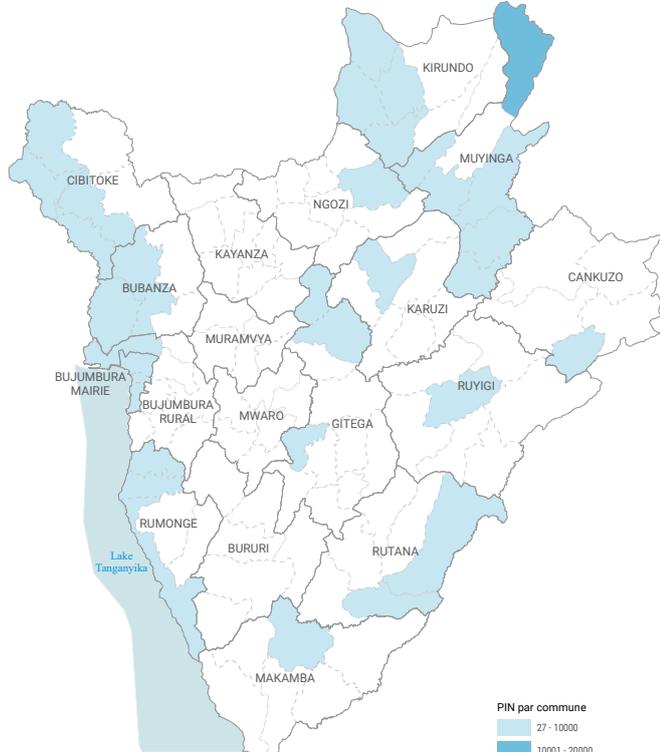
Protection



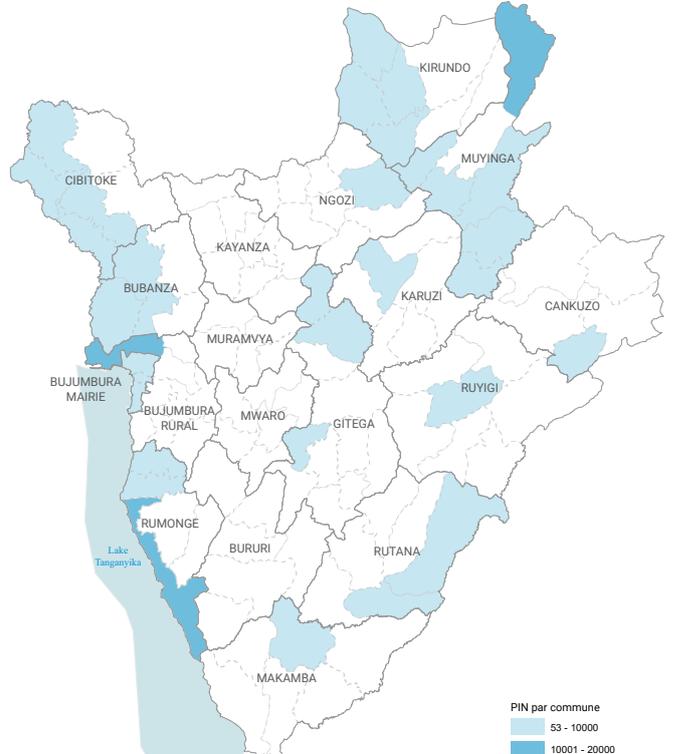
Domaine de responsabilité violences basées sur le genre (VBG)



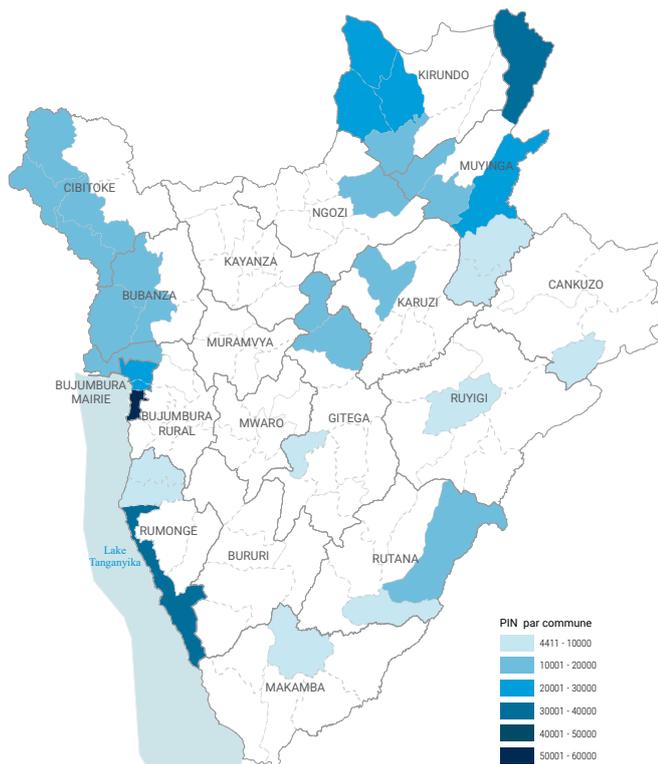
Domaine de responsabilité de l'enfant (CP AoR)



Santé



Sécurité alimentaire et moyens d'existence



c. Analyse des besoins

La récurrence des chocs liés au climat, leurs ampleurs et leurs évolutions possibles en 2024.

En 2023, la majorité des alertes d'urgence enregistrées par les acteurs humanitaires dans le pays étaient liées aux catastrophes naturelles (inondations, glissements de terrain, vents violents, crue soudaine etc.). Selon la matrice de suivi des déplacements (DTM), ces chocs ont affecté au total plus de 216 900 personnes parmi lesquelles plus de 20 600 se sont déplacées. Comparé à 2022, où 106 000 personnes avaient été affectées par les catastrophes naturelles et plus de 12 800 déplacées, le nombre de personnes affectées a augmenté de 105% et celui de personnes déplacées de 61%.



Les provinces de Bubanza, Cibitoke, Bujumbura Mairie, Bujumbura, Rumonge, situées le long du Lac Tanganyika ont été les plus affectées.

À partir d'octobre 2023, un épisode du phénomène climatique El Niño combiné à un dipôle positif de l'océan

Indien (IOD) a provoqué des inondations dans toute l'Afrique de l'Est, y compris au Burundi. Ainsi, d'octobre 2023 à janvier 2024, plus de 105 000 personnes ont été affectées par les catastrophes naturelles dans le pays, soit près de la totalité des 106 000 personnes affectées tout au long de l'année 2022, et plus de 16 000 se sont déplacées. Selon les estimations¹⁷ du Secteur de la Sécurité Alimentaire et des moyens d'existence, sur la même période, ces catastrophes naturelles ont impacté près de 40 000 hectares sur un peu plus de 400 000 hectares de champs cultivables soit 10% des superficies sous cultures vivrières du pays pour la saison culturale 2024 A. Les champs détruits n'étant pas répartis équitablement sur l'ensemble du territoire, rapportés au niveau régional, certaines régions sont très affectées avec des conséquences significatives pouvant compromettre la sécurité alimentaire dans ces zones. Cette situation est d'autant plus alarmante que la période d'octobre à décembre correspond à la "petite saison des pluies", alors que la "grande saison" des pluies, qui cause généralement le plus de dégâts, devrait durer de février à mai 2024. Le secteur Abris/Articles Non alimentaires (ABRIS/ANA) indique quant à lui que plus de 5 800 maisons ont été détruites, tandis que le Secteur Education note la destruction de près de 100 salles de classes, particulièrement dans les localités situées le long du Lac Tanganyika.

17. L'estimation se base sur le proxy de familles d'agriculteurs affectées et l'estimation des superficies moyennes par province et par famille.

Selon les prévisions, l'épisode El Niño devrait se poursuivre au courant d'une grande partie de la première moitié de l'année 2024¹⁸.

Selon une publication du Centre de Prédiction et d'Applications Climatiques de l'IGAD (ICPAC) sur la prévision climatique pour la période de mars à mai 2024, une probabilité plus élevée de conditions plus humides que la normale est attendue dans la plupart des régions de la Grande Corne de l'Afrique avec le Burundi parmi les pays concernés¹⁹. Or, les précipitations plus importantes que la moyenne, causées par El Niño jusqu'à présent ont déjà entraîné une augmentation significative des niveaux d'eau dans le bassin du lac Tanganyika qui étaient de 776,39 cm au 18 janvier 2024 selon l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU). Les prévisions de l'IGEBU indiquent que les niveaux maximums du lac Tanganyika (normalement observés en mai) pourraient donc être plus élevés en mai 2024 comparé à ceux observés en mai 2021 (776,68 cm) où plus de 65 000 personnes avaient été affectées et d'énormes dommages enregistrés le long du lac Tanganyika.

Les effets de ces chocs sur des populations déjà vulnérables sont de plus en plus importants.

Ces dernières années, les chocs liés au climat ont eu des impacts importants notamment sur la situation de protection, la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé des populations au Burundi. Les conséquences des chocs se traduisent notamment par des déplacements récurrents de populations, les pertes de leurs abris, biens et cultures, affectant ainsi leurs moyens de subsistance ainsi que la persistance de certaines maladies dont le choléra. En outre, ces chocs récurrents mettent à mal les efforts de recherches de solutions durables pour les populations déplacées et rapatriées.

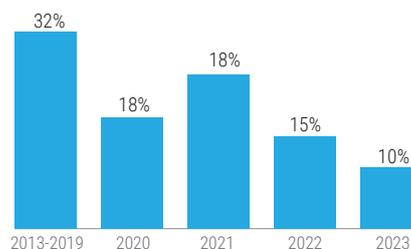
Des déplacements de populations prolongés et parfois répétitifs fragilisant aussi bien les populations déplacées que les communautés d'accueil. Avec 89% des PDI notant qu'elles se sont déplacées à la suite de désastres naturels, les catastrophes naturelles constituent la cause principale des déplacements de populations au Burundi. Selon la DTM, plus de 73 000 personnes sont déplacées à l'intérieur (PDI) du pays. Parmi ces PDI, 80 % sont des femmes et des enfants vivant très souvent dans des conditions précaires. Au total, 92% de ces personnes déplacées vivent avec la communauté d'accueil et 8% sur des sites où l'accès à l'eau potable et à l'assainissement notamment demeure difficile en raison de l'insuffisance de ces infrastructures basiques et des pressions exercées sur elles avec l'accueil des personnes déplacées.

% de PDI par raison de déplacement



Selon l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) conduite par l'OIM en juillet 2023 auprès de PDI dans les 18 provinces du Burundi, les déplacements de population ont majoritairement lieu dans la même province (85%) avec les provinces de Bubanza, Bujumbura Mairie, Bujumbura, Cibitoke, Kirundo et Rumonge, venant en tête de celles accueillant les plus grands nombres de personnes déplacées internes. Or, ces localités sont-elles même vulnérables. A Cibitoke, Kirundo et Bubanza notamment, les PDI indiquent à 60, 56 et 49% respectivement devoir parcourir plus de 25 minutes de marche pour accéder à l'eau potable. Selon la même évaluation, plus de 30% des PDI se sont déplacées il y a plus de 5 ans mettant ainsi en évidence les difficultés d'intégration et de recherche de solutions durables pour elles dans le pays. La MSNA ainsi que la DTM notent également des cas de second voir triple déplacement de populations, y compris pour les personnes rapatriées. Ainsi, selon la DTM, quatre pour cent des rapatriés enregistrés entre 2020 et 2023, soit 3 421 personnes auraient été contraintes de se déplacer à l'intérieur du pays à la suite de chocs.

% durée du déplacement



Une insécurité alimentaire importante affectant notamment la situation de protection, le statut nutritionnel des populations, particulièrement celui des enfants.

L'impact des catastrophes naturelles sur les cultures affecte directement la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations burundaises dont 80% vivent de l'agriculture. Ainsi, la destruction de plus de 10% des terres sous cultures, d'octobre 2023 à janvier 2024, pourrait

18. IOD devrait rester neutre en mars, avril mai et pourrait devenir positif vers mai 2024. Toutefois, selon les données historiques l'IOD n'a pas d'effet sur les pluies des mois de mars, avril et mai en Afrique de l'Est.

19. [Technical Statement from the 66th Greater Horn of Africa Climate Outlook Forum \(GHACOF66\) - ICPAC](#)

affecter négativement la situation de sécurité alimentaire des plus vulnérables. A cela s'ajoutent d'autres chocs dont la détérioration de la situation économique liée à l'inflation et l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des services, la fermeture des frontières terrestres avec le Rwanda voisin, impactant le commerce transfrontalier dans les provinces au nord-ouest du pays²⁰.

Tous ces chocs interviennent dans une situation d'insécurité alimentaire importante où près de 1,3 millions de burundais, soit 10% de la population, sont en IPC3+.

L'extrême précarité de la situation de sécurité alimentaire, combinée aux défis liés à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement notamment affecte la situation nutritionnelle des femmes et des enfants. Selon le secteur de la nutrition, plus d'un enfant de moins de cinq ans sur deux sont affectés par des retards de croissance faisant du Burundi l'un des pays avec la forte prévalence de retard de croissance au monde.

Selon les acteurs de protection, les chocs récurrents fragilisent les populations et les exposent à l'adoption de mécanismes néfastes de survie, à la perte de documentation civile et dans certains cas à l'exposition des enfants aux travaux dépassant leurs capacités etc. Selon les résultats de la MSNA, si dans la majorité des provinces les PDI disent avoir accès aux services d'état civil, plus de 20% à Bubanza et 16% à Ruyigi, particulièrement les rapatriés devenus PDI indiquent des difficultés d'accès en raison notamment des coûts.

Une persistance des maladies à potentiels épidémique.

L'année 2023 a été marquée par la persistance de l'épidémie de choléra²¹. Les efforts de prévention et de réponse au choléra au Burundi, sont fragilisés notamment par les difficultés d'accès à l'assainissement et à l'eau potable, eux-mêmes liés à des défis structurels mais aussi à la récurrence des catastrophes naturelles qui impactent les infrastructures d'assainissement et déplacent les populations

Des difficultés importantes en termes d'intégration et de recherche de solutions durables pour les PDI et les rapatriés.

Le Burundi accueille plus de 87 000 réfugiés et

demandeurs d'asile venus principalement de la RDC tandis que les Burundais réfugiés, à partir de 2015, dans les pays limitrophes continuent à retourner dans leur pays d'origine. Depuis le début des opérations de rapatriement en 2017, le HCR et ses partenaires ont enregistré plus de 234 000 rapatriés burundais²² venus majoritairement de la Tanzanie (plus de 111 000 personnes), de la RDC (plus de 49 000 personnes), du Rwanda (plus de 48 000 personnes) et de l'Ouganda (plus de 40 000 personnes). Les communes principales de retour se situent dans les provinces de Makamba, Kirundo, Muyinga et Ruyigi. Or, ces zones ont un accès limité aux services sociaux de base et sont extrêmement vulnérables, y compris à l'insécurité alimentaire et aux catastrophes naturelles, mettant à mal les efforts entrepris jusque-là pour la réintégration effective des rapatriés. Ainsi, les données du suivi de protection qu'effectue le HCR auprès des populations rapatriées révèlent une faible capacité d'accès aux services sociaux de base et des difficultés d'accès au logement ou à la terre notamment. tés d'accès au logement ou à la terre notamment.

En décembre 2023, plus de 272 000 Burundais étaient encore réfugiés dans les pays voisins dont 117 000 en Tanzanie, 48 000 au Rwanda, 43 000 en RDC, 38 000 en Ouganda et 24 000 au Kenya. En 2024, le HCR prévoit le retour de 53 000 réfugiés burundais. Toutefois, les derniers mois ont été marqués par des déclarations notant l'impact négatif de la présence des réfugiés et par des appels réguliers des autorités tanzaniennes au retour des réfugiés présents dans ce pays dans leurs pays d'origine. Le HCR élabore un plan de contingence pour le retour massif des réfugiés burundais et autres populations en provenance de la Tanzanie avec trois scénarii :

- Scénario maintien de la situation actuelle : Le maintien des convois de retour à 2 000 personnes par semaine de façon organisés
- Scénario probable : Augmentation du nombre de personnes par convoi de plus de 2000 à 14 000 personnes
- Scénario improbable : Plus de 14 000 personnes par convoi et par semaine.

20. Il est important de noter qu'il s'agit plus du secteur/commerce informel. Les économistes notent que le Burundi exporte peu et que l'incidence ne devrait pas être importante sur l'économie.

21. D'autres défis sanitaires dont la prévention et la réponse au paludisme sont enregistrés dans le pays, l'analyse fera le focus sur la situation de cholera en raison de son impact sur la situation humanitaire.

22. Au 31 janvier 2024, [Document - Aperçu de l'opération du Burundi - 31 janvier 2024 \(unhcr.org\)](https://www.unhcr.org/fr/publications/2024/01/aperçu-de-lopération-du-burundi-31-janvier-2024)

L'analyse sectorielle



CAKUNZO, BURUNDI

Visite d'un agent de santé communautaire chez une femme de son voisinage pour le rappel des vaccins de l'enfant et l'enregistrement des données dans le téléphone

Photo: UNICEF



ABRIS et ARTICLES NON ALIMENTAIRES

PERSONNES DANS LE BESOIN RÉSIDUEL	%CHANGEMENT PAR RAPPORT AU PIN 2023	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	EN SITUATION DE HANDICAP
56k	-51%	26%	22%	52%	3%

Analyse des besoins résiduels

• Aperçu général des besoins

Les besoins humanitaires du secteur Abris et Articles Non-Alimentaires résultent des mouvements de population causés par des catastrophes naturelles liées aux pluies torrentielles, vents violents, inondations et les glissements de terrain. Les habitations construites sur des terrains à risque connaissent souvent des inondations récurrentes. L'insuffisance des programmes de solutions durables pour ces populations contribue à maintenir les besoins humanitaires.

Selon l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA, DTM-IOM) le nombre de PDI au Burundi en 2023 s'élève à plus de 73 900 personnes. Dans les zones de priorité 1 et 2 (voir la liste des communes en page 9) le nombre de personnes déplacées s'élevait à 44 465 personnes en 2023 (soit 9 264 ménages). La plupart des PDI vivent au sein des communautés d'accueil.

	Nombre	Pers. dans le besoin en réparation d'abris	Pers. dans le besoin en frais de loyer	Pers. dans le besoin en articles non-alimentaire
Pers. rapatriées (2020-2023) devenu PDI	3 421	1 705	1 715	3 036
Pers. déplacées internes	45 710	30 125	15 585	40 067
Vulnérable de la population hôtes (15% de IDPs)	6 856	6 670	-	6 856
Total de pers. dans le besoin	55 987	38 500	17 300	49 959

• Populations affectées et zones affectées

De janvier à décembre 2022, plus de 106 000 personnes ont été affectées par des catastrophes naturelles, parmi lesquelles 12 850 se sont déplacées à l'intérieur du pays (OIM, DTM). Durant

la même période en 2023, 216 904 personnes ont été touchées par ces catastrophes, entraînant le déplacement de 20 650 personnes. Les inondations ont été la principale cause de déplacement, endommageant 5 802 maisons et détruisant les champs de cultures de 38 784 ménages en 2023. Les provinces les plus touchées cette année ont été Bubanza, Cibitoke, Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Rumonge. Quatre pour cent des rapatriés entre 2020 et 2023, soit 3 421 personnes (OIM, DTM), ont été contraints de devenir des déplacés internes

Evolution possible des besoins au courant de l'année 2024

Depuis le début de l'année 2024, 11 905 personnes se sont déplacées (OIM, DTM) à l'intérieur du pays, soit plus de la moitié du nombre de personnes déplacées en 2023. En raison des pluies abondantes déjà enregistrées, de la montée des eaux et du nombre important de personnes vivant sur le littoral du lac Tanganyika et de la rivière Rusizi, le secteur Abris/ANA s'attend à une augmentation des besoins humanitaires liés aux conséquences des catastrophes naturelles au courant de cette année.

Ce caseload futur viendra s'ajouter à une situation déjà complexe où la plupart des personnes déplacées sont hébergées par les populations hôtes, elles-mêmes vulnérables, dans des conditions particulièrement difficiles. Une partie des PDI dort dans des hébergements collectifs, y compris des écoles laissant la place aux élèves pendant la journée. Ces conditions d'hébergement difficiles impactent l'accès à l'éducation des enfants et risquent d'accroître les risques de violences basées sur le genre, y compris les mariages précoces.

Le retour planifié de 53 000 réfugiés burundais en 2024 pourrait également accroître la pression sur les infrastructures et autres ressources rares et la terre dans les zones de retour où l'accès au logement et à la terre demeure un problème majeur. La grande majorité de ces rapatriés, qui reçoivent du HCR et de ses partenaires une assistance au retour pour 3 mois, auront besoin d'appui pour la construction/réparation de leurs abris et l'accès aux articles non-alimentaires ménagers essentiels.



EAU, HYGIENE et ASSAINISSEMENT

PERSONNES DANS LE BESOIN RÉSIDUEL	%CHANGEMENT PAR RAPPORT AU PIN 2023	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	EN SITUATION DE HANDICAP
101k	-31%	17%	40%	43%	4%

Analyse des besoins résiduels

• Aperçu général des besoins

Les besoins humanitaires en EHA récurrents au Burundi sont structurels et sont malheureusement aggravés par des chocs répétitifs comme les mouvements de population, les épidémies et les catastrophes naturelles. La population, à majorité rurale s'approvisionne en eau potable principalement sur des sources aménagées et protégées. Toutefois, les distances à parcourir pour accéder aux points d'eau potable dépassent souvent les standards minimums qui sont de 30 minutes aller – retour. Selon l'enquête Nutritionnelle SMART (*Standardized monitoring and assessment on relief and transitions*) conduite en 2022²³, le taux de couverture en eau potable est inférieur à la moyenne nationale de 58% dans 9 provinces sur 18 que compte le pays. Il s'agit des provinces de Cankuzo, Cibitoke, Karusi, Kayanza, Kirundo, Muyinga, Ngozi, Rutana et Ruyigi. Si 4,8% de la population consomme de l'eau de surface (l'eau de lacs et rivières ou points d'eau non aménagés, au moindre choc, cette proportion peut augmenter exposant davantage les populations sinistrées à la consommation d'eau impropre. En ce qui concerne l'assainissement, la même enquête révèle que seulement 28% des ménages utilisent des latrines améliorées et non partagées au niveau national. Cette proportion varie d'une province à une autre avec un ratio de 15,9% à Kayanza, 46,1% à Bujumbura Mairie, 30,8% à Kirundo, 25,7% à Muyinga, 25,1% à Makamba et 25,3% à Cibitoke.

Prenant en compte l'exercice de priorisation effectué pour l'analyse des besoins résiduels, 9 communes des 34 communes prioritaires sont évaluées par le secteur avec des besoins humanitaires résiduels en EHA importants. Ces 9 communes se trouvent dans les 6 provinces suivantes : Bujumbura Mairie, Bujumbura, Cibitoke, Ruyigi et Rumonge.

• Populations affectées et zones affectées

En raison des pressions exercées sur les services sociaux de base déjà précaires, les défis liés à l'accès à l'EHA impactent aussi bien les communautés hôtes que les personnes affectées par les chocs et/ou déplacées. En effet, les PDI s'installent dans des communautés d'accueil, exerçant ainsi des pressions

supplémentaires sur les systèmes d'approvisionnement en eau et les systèmes d'assainissement existants déjà insuffisants et précaires. Or, les inondations, causées par les aléas climatiques tels que les pluies abondantes, la montée des eaux du lac Tanganyika et le débordement des rivières (notamment la Rusizi) exposent les infrastructures d'adduction d'eau potable à des destructions et entraînent le débordement des latrines, en particulier dans les provinces de Cibitoke, Bujumbura, Bujumbura, la mairie de Bujumbura, Rumonge et Makamba. Les déchets des latrines inondées ou détruites pourraient se retrouver dans les eaux de surface, contaminant ainsi les sources non protégées et causant un risque significatif pour la santé publique, notamment dans les communautés côtières du lac Tanganyika et de la Rusizi dans les provinces mentionnées précédemment, où les populations se tournent vers des sources d'eau contaminées et cela dans un contexte d'épidémie de choléra auquel le pays fait face depuis sa déclaration par le Ministre de la Santé publique et de la lutte contre le Sida en janvier 2023. Une préparation adéquate de la réponse devient cruciale pour atténuer l'impact imminent, d'autant plus que le pays est confronté à une flambée de rougeole menaçant déjà une grande proportion des enfants de moins de 5 ans.

Les populations rapatriées qui intègrent les communautés des provinces du nord, de l'est et du sud-est (Muyinga, Kirundo Cibitoke, Rutana, Makamba, Ruyigi) ont également, pour la plupart, des difficultés d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Ce faible accès à l'eau potable dans ces provinces renforce le risque de prévalence de maladies hydriques à potentiel épidémique telles que le choléra, les maladies diarrhéiques pour les enfants de moins de 5 ans. En outre, le faible accès à des latrines appropriées constitue un risque important de santé publique, et est à l'origine de la contamination des sources d'eau de surface et des nappes peu profondes. Cette situation favorise également la prolifération des vecteurs de maladies, tels que les mouches qui souillent les aliments des populations dans un contexte où les pratiques d'hygiène sont médiocres. L'insuffisance de latrines expose également les femmes et les filles à des risques accrus d'abus sexuels, particulièrement pour les personnes déplacées internes.

23. L'Enquête SMART de 2022 a pris en compte des indicateurs d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Evolution possible des besoins au courant de l'année 2024

En 2024, le nombre de personnes dans le besoin d'assistance EHA est estimé à 100 746, dont 49 365 hommes et 51 381 femmes, représentant ainsi une diminution de 31 pour cent par rapport à l'année 2023. Malgré cette diminution, la persistance des besoins s'explique par deux principales raisons à savoir:

- L'exposition d'une grande partie de la population vivant sur le littoral du lac Tanganyika et la rivière Rusizi à des épidémies récurrentes de choléra, dont celle qui sévit depuis janvier 2023 en raison d'un faible accès à l'eau potable ;
- Une forte pluviométrie résultant des effets du phénomène El Niño qui pourrait augmenter les risques d'inondations, de destructions des systèmes d'approvisionnement en eau potable, de débordements des systèmes d'assainissement. Ces situations sont prévisibles dans les provinces de Bubanza, Bujumbura, Bujumbura Mairie, Cibitoke, Makamba et Rumonge, où malheureusement les systèmes d'accès à l'eau et d'assainissement sont déjà insuffisants et précaires, ce qui accroît la vulnérabilité, en particulier pour les femmes et les enfants en charge de la collecte de l'eau, les exposant ainsi aux risques, y compris de violence basée sur le genre ;



EDUCATION

PERSONNES DANS LE BESOIN RÉSIDUEL	%CHANGEMENT PAR RAPPORT AU PIN 2023	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	EN SITUATION DE HANDICAP
189k	-55%	26%	21%	53%	2%

Analyse des besoins résiduels

• Aperçu général des besoins

Le secteur éducation reste très peu financé affectant ainsi l'ampleur des besoins malgré les efforts du Gouvernement qui a opéré une augmentation du budget de l'éducation. Les besoins en Education sont très largement liés à des problématiques structurelles. La surpopulation dans les classes, les infrastructures délabrées ou détruites, l'hygiène précaire, le manque/l'insuffisance d'accès à l'eau potable, les mauvaises conditions d'apprentissage, le faible accès aux services de base (électricité, WASH), les abandons scolaires sont parmi les défis les plus importants enregistrés. Dans ces conditions, la survenance du moindre choc pouvant impacter les structures scolaires ou donner lieu au déplacement des ménages, affecte très étroitement l'accès des enfants à l'éducation.

• Populations affectées et zones affectées

Les populations les plus affectées sont les personnes rapatriées, les PDI et les ménages affectés par les catastrophes naturelles ainsi que les populations hôtes très vulnérables. Depuis le mois d'octobre 2023, les pluies abondantes ont donné lieu à la destruction de 96 salles de classes, occasionnant des pertes en matériels scolaires notamment à Mutimbuzi à Bujumbura Rural (29), Makamba (14), Bururi (12) et Cibitoke (10). Au total, plus de 5 500

enfants/élèves, dont 2 919 filles, ont été affectés selon la DTM. Parallèlement, les écoles de Gatumba, en particulier celles de Mushasha 1 et Mushasha 2 continuent à connaître des crues soudaines récurrentes affectant respectivement régulièrement le droit à l'éducation de 929 élèves dont 458 filles et 727 élevés dont 355 filles. Aussi, les acteurs du secteur Education considèrent comme prioritaires, les communes de Mutimbuzi, Gihanga, Buganda et Rugombo.

Evolution possible des besoins au courant de l'année 2024

En 2024, la persistance du phénomène El Niño et par conséquent des pluies abondantes et inondations pourrait occasionner des destructions de salles de classes, des déplacements de populations, particulièrement dans les zones situées le long du Lac Tanganyika ce qui affecterait les enfants et leurs lieux d'apprentissage. En outre, les mouvements de retours des rapatriés, avec le risque de retour forcé à partir de la Tanzanie, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les structures scolaires insuffisantes dans les communes situées le long du Lac Tanganyika et celle de retour des rapatriés. Or, le ratio actuel élève-banc-pupitres est de 4 et le ratio élève-latrines est de 81, le moindre choc élargirait le spectre de ces ratios déjà extrêmement précaires.



NUTRITION

PERSONNES DANS LE BESOIN RÉSIDUEL	%CHANGEMENT PAR RAPPORT AU PIN 2023	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	EN SITUATION DE HANDICAP
166k	-61%	12%	-	88%	10%

Analyse des besoins résiduels

- **Aperçu général des besoins**

Le Burundi reste l'un des pays à forte prévalence de retard de croissance au monde, avec plus d'un enfant de moins de cinq ans affectés sur deux. Seuls 13,3% des enfants de 6 à 23 mois bénéficient d'une alimentation minimale acceptable. La problématique nutritionnelle trouve sa source dans des causes structurelles profondes, principalement liées aux faibles capacités du pays en matière de sécurité alimentaire, à l'accès limité à des soins de santé de qualité et à l'eau potable, ainsi qu'à des conditions d'hygiène et d'assainissement insuffisantes. Cette situation est exacerbée par l'accès insuffisant des ménages à des revenus ou des moyens d'autosuffisance ainsi qu'à la nourriture, tout comme les mauvaises pratiques alimentaires.

Le secteur Nutrition estime que dans ces communes prioritaires, environ 165 628 personnes auront besoin d'une assistance nutritionnelle en 2024, dont environ 146 078 enfants de moins de cinq ans (parmi lesquels 71 578 filles et 74,500 garçons), et 19 550 femmes enceintes et allaitantes. Au total, 111 889 enfants de 6 à 59 mois auront besoin d'un traitement MAM (soit 53 pour cent du caseload national) et 34,189 enfants auront besoin d'un traitement de la MAS

(représentant seulement 41 % du caseload national) et qui, sans prise en charge immédiate ont 11 fois plus le risque de mourir. Le secteur estime aussi que 19 550 femmes enceintes et allaitantes (FEFA) ont besoin de traitement pour malnutrition aiguë modérée (MAM).

- **Populations affectées et zones affectées**

Les enfants de moins de 5 ans (les garçons et les filles) et les femmes enceintes et allaitantes affectées par la malnutrition aiguë sont réparties dans les 34 communes prioritaires. La prise en charge de la malnutrition aiguë (sévère /modérée) est intégrée à travers le système national de santé et prend en compte les populations hôtes, retournées et déplacées.

Evolution possible des besoins au courant de l'année 2024

Une enquête nationale sur la situation nutritionnelle et la mortalité utilisant la méthodologie SMART est en cours et permettra la mise à jour des informations relatives à la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et des femmes et les résultats de cette enquête orienteront une actualisation des besoins et actions.



PROTECTION

PERSONNES DANS LE BESOIN RÉSIDUEL	%CHANGEMENT PAR RAPPORT AU PIN 2023	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	EN SITUATION DE HANDICAP
172k	-27%	22%	22%	56%	15%

Analyse des besoins résiduels

Aperçu général des besoins et Populations affectées et zones affectées

Pour le secteur Protection, y compris les domaines de responsabilité, le nombre total de personnes dans le besoin en 2024 est de 172 337, contre 235 765 en 2023. Les provinces les plus touchées par la vulnérabilité des PDI, des rapatriés (notamment les femmes veuves, les enfants orphelins, les personnes âgées, etc.) et des familles d'accueil volontaires sont Bujumbura, Cankuzo, Cibitoke, Kirundo, Makamba, Rumonge et Ruyigi. Des incidents de protection, dont les violences basées sur le genre et la traite, sont enregistrés principalement dans ces régions.

Les conditions de vie déjà précaires des personnes déplacées internes, des rapatriés et des communautés hôtes persistent et risquent d'être davantage exacerbées par les incidences des

chocs liés au phénomène El Niño et sa persistance en début 2024.

Pour la protection générale, parmi les principaux problèmes figurent le manque de documents administratifs tels que les cartes nationales d'identité et les extraits d'acte de naissance, les certificats fonciers ainsi que le manque de cartes d'assurance maladie, entravant l'accès de certaines populations aux services de santé. L'inexistence et les difficultés d'accès aux documents peuvent entraver l'accès des personnes vulnérables aux services publics et à des solutions durables. La limitation des activités de soutien psychosocial demeure également un défi, particulièrement dans les zones touchées par les catastrophes naturelles où le soutien psychosocial reste très limité en raison du faible nombre d'intervenants en matière de protection. D'autres catégories de populations vulnérables, telles que les autochtones (Batwa), les personnes vivant avec un handicap (15%)²⁴ et les personnes âgées, sont également exposées aux risques en matière de protection.

24. Rapport de la mission de l'évaluation des besoins dans 12 provinces prioritaires du HRP 2023



DOMAINE DE RESPONSABILITE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG)

PERSONNES DANS LE BESOIN RÉSIDUEL	%CHANGEMENT PAR RAPPORT AU PIN 2023	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	EN SITUATION DE HANDICAP
59k	-27%	53%	2%	45%	1%

Pour le domaine de responsabilité VBG, les chocs liés aux désastres naturels ont amplifié et accru les inégalités de genre préexistantes, exacerbant la dépossession, la marginalisation et la discrimination des femmes et des filles dans les communautés concernées. En effet, le rapport d'évaluation effectué par les acteurs humanitaires dans 12 provinces en 2023 a souligné des risques alarmants pour l'ensemble des PDI, en particulier pour les femmes et filles, exposées aux

risques de protection, de VBG, d'abus et exploitations sexuelles, lesquels risques augmentent face à des mécanismes de réponses dont les capacités sont dépassées par les nouveaux besoins.

Ces risques incluent les grossesses précoces, les viols de filles vivant dans des situations de promiscuité au sein des familles d'accueil, ainsi que le manque d'autonomie pour les femmes seules vivant dans des maisons partiellement détruites et se

sentant en insécurité en raison des violences sexuelles. De plus, il existe un risque pour les femmes et filles en âge de procréer de manquer de kits hygiéniques durant les périodes de menstruation et de kits de santé sexuelle et reproductive du fait de l'incapacité à s'en procurer, ainsi que le risque de recourir à des échanges sexuels pour subvenir à leurs besoins élémentaires.

Les besoins sont énormes et concernent l'accès aux services

de santé de base, en particulier les services de prise en charge holistique des VBG, de santé reproductive, de planification familiale, de ressources économiques etc. Il est impératif de redoubler les efforts pour une réponse holistique, notamment en fournissant un soutien médical, psychologique, juridique et économique, en mettant l'accent sur une approche centrée sur les survivantes.



DOMAINE DE RESPONSABILITÉ DE L'ENFANT (CP AOR)

PERSONNES DANS LE BESOIN RÉSIDUEL	%CHANGEMENT PAR RAPPORT AU PIN 2023	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	EN SITUATION DE HANDICAP
172k	-27%	-	-	100%	1%

Analyse des besoins résiduels

Pour le sous-secteur de protection de l'enfant (CP AoR), la récurrence des inondations causant des déplacements de population et participant à la dégradation des conditions de vie des populations, continue à être parmi les facteurs qui favorisent l'augmentation de la vulnérabilité des enfants affectés. Cela se traduit notamment par une augmentation des risques d'abus, de violence, d'exploitation, de détresse psychologique, de séparation familiale, de manque de documents d'état civil, de traite d'enfants, de viols et d'autres formes de violences sexuelles, notamment touchant les adolescents et les jeunes filles dans les lieux de déplacement. Pour les personnes rapatriées de l'Ouganda et du Rwanda particulièrement, des taux élevés d'abandons scolaires des élèves, sont observés. Ce phénomène serait dû à la langue d'enseignement, aux conditions d'apprentissage inadéquates dans les écoles de zones de retour et à la fragilité des écoles. Parallèlement, des mouvements de sortie de jeunes âgés de 14 ans et plus, qui sont exposés au risque d'exploitation, d'abus et de traite des enfants, vers la Tanzanie sont également observés.

En outre, malgré les efforts déployés, il est constaté que des cas de non-enregistrement des naissances, tant dans les délais que hors délai, persistent, ce qui entrave l'accès des enfants non enregistrés aux différents services. De plus, une grande partie de la population déplacée et rapatriée ne possède pas de cartes nationales d'identité

Dans ce contexte, le sous-secteur protection de l'enfant poursuivra cette année le processus de renforcement du système de protection de l'enfant et des approches communautaires de protection de l'enfant, ainsi que la gestion des cas. Ceci permettra de mieux répondre aux différentes problématiques de protection évoquées ci-dessus, en renforçant le système communautaire pour faciliter l'encrage

communautaire et le nexus.

Nonobstant les interventions des différents partenaires qui s'investissent pour répondre aux besoins des personnes affectées, les besoins restent énormes et des actions de réponse restent indispensables surtout en matière de renforcement d'accès aux services sociaux de base par le biais de la facilitation de l'obtention des documents administratifs et la sécurisation des terres. Ainsi, le secteur Protection, y compris toutes ses composantes, continuera d'adresser les besoins des populations affectées par les catastrophes naturelles et différentes crises humanitaires au cours de l'année.

Evolution possible des besoins au courant de l'année 2024

La principale cause des déplacements des populations reste le changement climatique qui conduit aux catastrophes naturelles. Etant donné que les effets du phénomène El Niño continuent jusqu'au mois de mai selon les prévisions météorologiques, l'on peut s'attendre à de nouveaux déplacements qui mettront les personnes déplacées notamment celles à besoins spécifiques dans une situation de vulnérabilité

Les évaluations spécialisées qui sont en train d'être menées dans certaines provinces les plus touchées feront certainement apparaître des besoins spécifiques et orienteront les actions pour une réponse holistique.

A la situation causée par les effets du changement climatique s'ajoutera le retour massif imminent des réfugiés burundais, non-réfugiés burundais et personnes d'autres nationalités en provenance de la Tanzanie, ce qui risquera de dépasser les capacités d'accueil et de réception de l'opération humanitaire au Burundi.



SANTÉ

PERSONNES DANS LE BESOIN RÉSIDUEL	%CHANGEMENT PAR RAPPORT AU PIN 2023	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	EN SITUATION DE HANDICAP
117k	-82%	19%	14%	67%	10%

Analyse des besoins résiduels

• Aperçu général des besoins

La récurrence des catastrophes naturelles au Burundi vient avec son corollaire de maladies liées aux conditions de vie précaires lors de déplacements des populations vers des sites de regroupements ou dans des communautés hôtes. De plus, les différentes épidémies qui affectent le pays continuent de détériorer les conditions de vie et de survie des populations particulièrement dans les localités à haut risque de catastrophes naturelles. Il s'agit en l'occurrence des épidémies de choléra, rougeole, paludisme, COVID-19 et de certaines maladies zoonotiques comme la Fièvre de la Vallée du Rift apparue récemment au Burundi²⁵. En 2023, le secteur de la santé au Burundi a permis une couverture sanitaire de 151 459 personnes en besoin d'assistance sanitaire, dont 52 375 populations déplacées internes pour cause de catastrophes naturelles.

Aussi, le rapatriement volontaire entamé depuis 2017 continue au Burundi. La majorité des rapatriés burundais proviennent de la Tanzanie, de la République Démocratique du Congo, du Kenya et d'autres pays de la région. En fin décembre de 2023, plus de 234 000 réfugiés burundais avaient été enregistrés comme étant revenus au pays. L'intégration de ces personnes dans le tissu social constitue un défi auquel devra faire face le pays en 2024 et le secteur de la santé ne sera pas épargné en ce qui concerne leur accès aux soins de santé de qualité.

• Populations affectées et zones affectées

L'enquête MSNA réalisée en juillet 2023 a révélé que chez les Populations Déplacées Internes (PDI), les maladies les plus courantes demeurent le paludisme, les maladies diarrhéiques et les Infections Respiratoires Aiguës (IRA). 79 % des PDI n'ont pas la possibilité de se payer les soins de santé. Parallèlement, la proportion des personnes ne pouvant pas se payer les soins de santé est estimée à 68 % parmi les populations rapatriées, selon le rapport des Opérations du HCR au Burundi de

décembre 2023.

Dans les zones situées sur le littoral du Lac Tanganyika, le choléra évolue de manière endémo-épidémique au Burundi depuis plusieurs années. Une analyse faite sur les 5 dernières années (de 2017 à 2022) montre que les localités de Bubanza, Mpanda, Isale, Bujumbura Centre, Bujumbura Nord, Bujumbura Sud, Cibitoke, Makamba, Nyanza Lac et Rumonge sont les plus affectées par cette maladie avec une incidence de 0.73 pour 1000 habitants. Entre le 1er janvier au 31 Décembre 2023, 1365 cas de choléra ont été rapportés au niveau national, répartis dans 12 des 49 districts sanitaires du pays, entraînant 9 décès. Les hommes représentaient 54 % des cas, tandis que les femmes représentaient 45 %. Les tranches d'âge les plus affectées sont celle de 11 à 20 ans, suivie de près par celle de 21 à 31 ans. La faible disponibilité de l'eau dans certaines localités de la plaine de l'Imbo, conjuguée à un niveau d'assainissement précaire, crée des conditions propices pour la persistance de cas de choléra, ayant un impact négatif sur la survie et les conditions de vie des populations.

Evolution possible des besoins au courant de l'année 2024

En 2024, la persistance de conditions météorologiques marquées par de fortes pluies risque d'accentuer le phénomène de déplacement des populations et créer plus de PDI en besoin d'assistance sanitaire au Burundi.

Par ailleurs, l'épidémie de choléra déclarée au niveau national en janvier 2023 continue à générer de cas dans certaines localités situées le long du Lac Tanganyika. L'insuffisance de vaccin au niveau global a entravé l'accès du Burundi à des doses en 2023. Aussi, l'épidémie continue malgré les efforts de prévention et de réponse. Bien qu'actuellement l'évolution de l'épidémie soit à sa phase descendante depuis août 2023, des flambées de cas restent à craindre au courant de l'année 2024 en fonction de l'évolution des conditions météorologiques.

25. Il n'y a plus de cas de FVR au Burundi. Toutefois, la surveillance reste nécessaire.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE et MOYENS D'EXISTENCE

PERSONNES EN IPC3+	PERSONNES DANS LE BESOIN RÉSIDUEL	%CHANGEMENT PAR RAPPORT AU PIN 2023	FEMMES	HOMMES	ENFANTS	EN SITUATION DE HANDICAP
1.2M	545k	-78%	25%	23%	52%	4%

Analyse des besoins résiduels

• Aperçu général des besoins

Au cours des dernières années, le Burundi a fait face à d'importants chocs qui ont très négativement impacté la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages. Si les effets directs de COVID-19 et de la crise russo- ukrainienne ne sont plus aussi pressants, une bonne partie des ménages burundais en ont gardé des séquelles. A cela se sont ajoutés différents chocs en 2023, affectant les moyens de subsistance et la situation de sécurité alimentaire des Burundais. Il s'agit notamment de

- La persistance d'une pression inflationniste sans précédent sur les denrées alimentaires et services essentiels : Selon l'Institut National de Statistique du Burundi (L'INSBU)²⁶, pour l'année 2023, l'inflation générale a atteint 27,1% tandis que l'inflation alimentaire a atteint près de 40%. En outre, le coût du panier alimentaire minimum a diminué de près de 40% entre février 2023 et février 2024 selon le monitoring y relatif mené par le PAM
- Les effets du phénomène El Niño depuis le dernier trimestre 2023 : D'octobre 2023 à janvier 2024, sur la base du nombre de personnes affectées, le secteur Sécurité Alimentaire, a identifié avec plus de 40 mille hectares de champs agricoles détruits, soit plus de 10% des terres cultivables du pays. La persistance du phénomène El Nino en début 2024, pourrait impacter davantage les moyens de subsistance des ménages particulièrement dans les régions de l'ouest du pays à fort risque d'inondations et de glissements de terrain.
- Les implications de la guerre à l'Est de la RDC et de la décision du Burundi de fermer les frontières terrestres avec le Rwanda. Les provinces de l'ouest (Cibitoke, Bubanza, Bujumbura et Rumonge) et du Nord (surtout Kirundo) seront particulièrement affectées par la perturbation des activités commerciales transfrontalières, impactant ainsi les moyens de subsistance des ménages présents dans ces zones.

La dernière analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë conduite au mois de septembre 2023 a conclu sur une population de 1, 234 millions en IPC3+ (crise et urgence) dont 105 000 personnes en phase d'urgence pour le premier

trimestre 2024. Si la population urbaine n'est pas incluse dans l'analyse IPC, l'enquête CFSVA (*Comprehensive Food Security and Vulnerability Analyses*) menée en août-septembre 2023 a montré que plus de 140 000 personnes vivant en milieu urbain étaient en insécurité alimentaire (modérée et sévère).

• Populations affectées et zones affectées

Les populations particulièrement vulnérables sont les ménages en situation de déplacement, ceux affectés par les aléas climatiques et les communautés hôtes vulnérables impactées par la pression inflationniste sur le marché ainsi que la perte/diminution de leurs moyens d'existence.

Les localités prioritaires s'alignent sur 3 axes principaux :

- 1er axe : Les provinces de l'ouest et celles situées le long du Lac Tanganyika (provinces Cibitoke, Bubanza, Bujumbura, Bujumbura Mairie, Rumonge et Makamba) qui cumulent une série de chocs dont les inondations, les glissements de terrain, l'épidémie de choléra, l'inflation, les perturbations des activités transfrontalières avec la RDC
- 2e axe : Les provinces du Nord (Kirundo, Muyinga, Ngozi et Kayanza) affectées par les dégâts des pluies excessives, la fermeture de la frontière avec le Rwanda et la pression des retours.
- 3e axe : Le troisième axe comprend les provinces de l'Est (Ruyigi, Cankuzo et Rutana) particulièrement impactées par la pression des retours actuels et de ceux attendus en 2024, le taux de change (avec la Tanzanie) défavorable au consommateur local, la crise de transport liée aux difficultés d'approvisionnement en carburant et les aléas climatiques.

Evolution possible des besoins au courant de l'année 2024

Eu égard à l'évolution de la situation contextuelle dans le pays qui comprend non seulement les séquelles des aléas climatiques liés au phénomène El Niño en cours, la détérioration de la situation économique (inflation, pénuries des biens essentiels, et de la pénurie des devises d'importation), l'impact de la guerre à l'Est de la RDC, les

26. [INSBU](#)

restrictions des mouvements transfrontaliers (fermeture des frontières terrestres avec le Rwanda), l'impact des activités pré-électorales, les besoins humanitaires pourraient rapidement

et substantiellement augmenter particulièrement pour la sécurité alimentaire dont les populations affectées perdront les opportunités de revenus habituelles.

III. CADRE DE SUIVI

Le suivi de la situation humanitaire, le niveau et l'adéquation des activités de réponse (volume et qualité) se poursuivra par le biais de la collecte et l'analyse des données et un rapportage régulier. Un cadre régulier de suivi de la situation sera mis en place pour continuer d'informer afin d'ajuster le mécanisme de réponse compte tenu des changements.

Ainsi, les sept groupes sectoriels actifs assureront le suivi des activités de réponse respectant les principes humanitaires, continueront de monitorer les niveaux des capacités

disponibles et des besoins non couverts pour informer le plaidoyer et la mobilisation des ressources. L'analyse des données et des rapports périodiques de monitoring seront partagés par OCHA.

En cas de détérioration significative de la situation humanitaire au cours de l'année 2024, des mécanismes de réponse d'urgence tels que le développement d'un Flash Appeal, le recours au Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), seront activés.